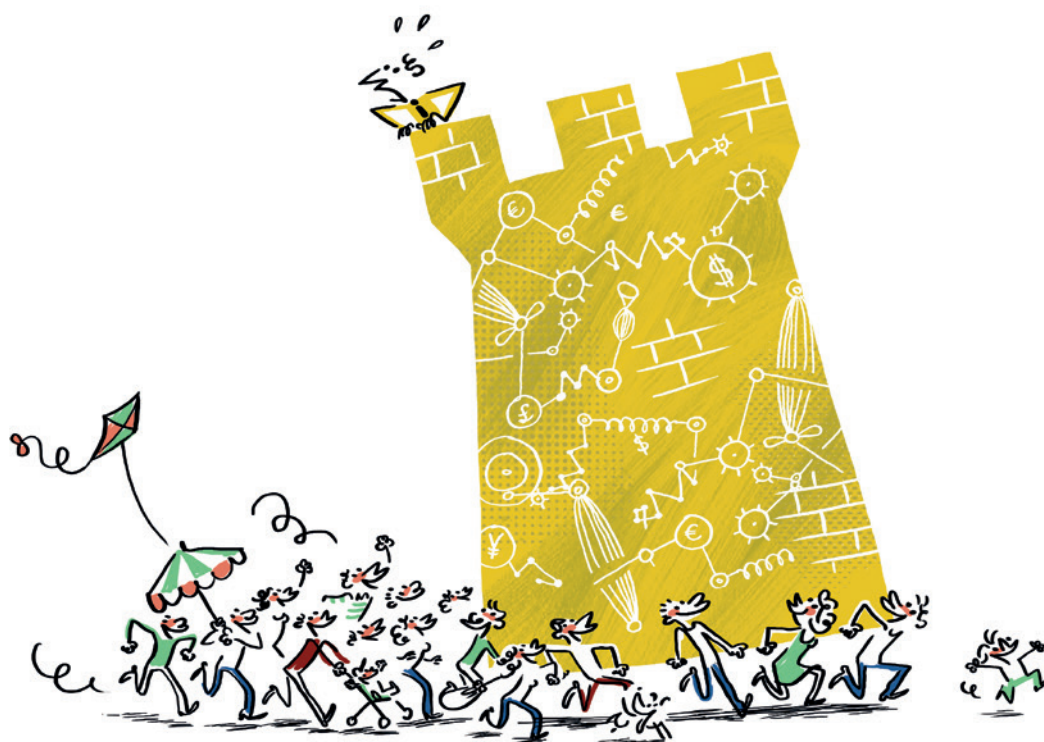


DOSSIER DE PRESSE

LA FINANCE AUX **METTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL** CITOYENS



Un rapport du Secours Catholique - Caritas France

REMETTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

« Aujourd'hui, en pensant au bien commun, nous avons impérieusement besoin que la politique et l'économie, en dialogue, se mettent résolument au service de la vie, spécialement de la vie humaine. Sauver les banques à tout prix, en en faisant payer le prix à la population, sans la ferme décision de revoir et de réformer le système dans son ensemble, réaffirme une emprise absolue des finances qui n'a pas d'avenir et qui pourra seulement générer de nouvelles crises après une longue, coûteuse et apparente guérison. »

Pape François, Laudato Si § 189

« La Finance aux Citoyens : remettre la finance au service de l'intérêt général » : cette orientation est le fil rouge d'une réflexion sur les liens entre finance, pauvreté, inégalités et promotion de l'intérêt général. Réflexion qui s'ancre dans la volonté de penser des modèles économiques et politiques dans lesquels les activités des parties prenantes contribuent à la construction de sociétés justes. Il s'agit aussi ici de prendre acte de la tension et de la complexité entre le rôle fondamental de l'économie et les effets dévastateurs d'activités dérégulées sur les citoyens comme sur la planète.

Ce rapport en six parties a ainsi pour objectif d'analyser le rôle et le fonctionnement du système financier mondial, de décrypter ses impacts sur la pauvreté et les inégalités, et de proposer des réformes permettant de mettre la finance au service de l'intérêt général.

La banque et la finance jouent en effet un rôle majeur dans l'économie mondiale, au-delà du système financier lui-même. Or les marchés financiers tels qu'ils fonctionnent actuellement génèrent des profits privés, mais sont finalement très peu au service de l'intérêt général. Cela renforce la pauvreté et les inégalités et détourne les flux financiers des enjeux d'intérêt général.

Dans un premier temps, le document s'attache à expliquer en quoi le fonctionnement du système bancaire et financier relève de l'intérêt général. Il évoque ensuite les transformations importantes de la finance mondiale au cours des quarante dernières années (depuis la fin du régime de changes fixes dit de Bretton Woods en 1973). La troisième partie montre comment la crise de 2008 a été partiellement résolue en faisant appel aux Banques centrales, et en quoi cela n'a pas suffi pour relancer l'économie.

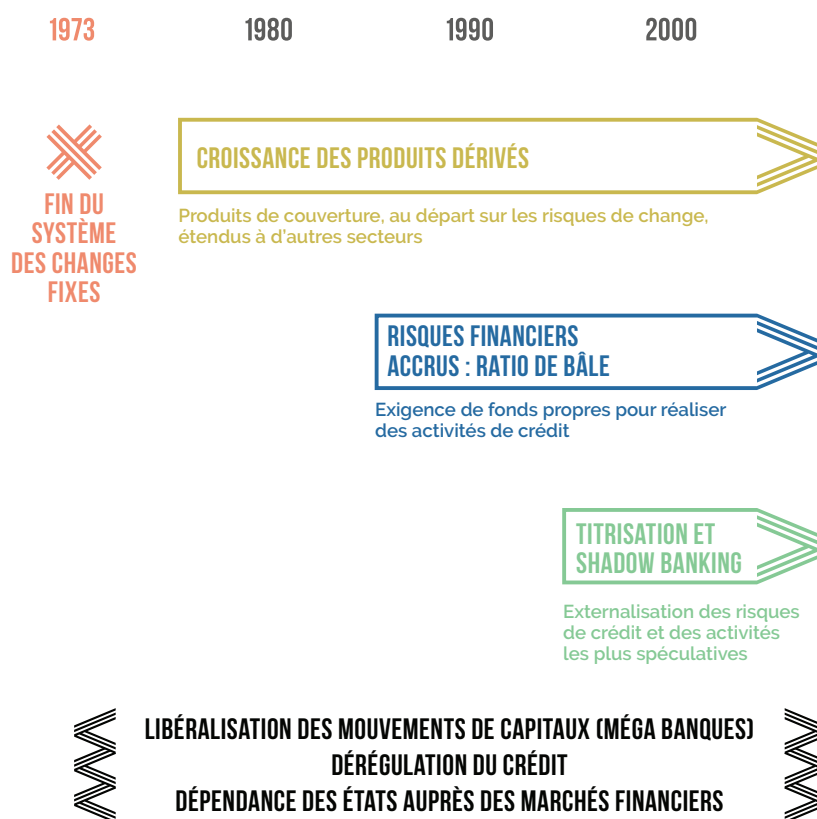
Les parties 4 et 5 mettent en lumière en quoi le fonctionnement actuel du système financier est mal aligné avec l'intérêt général, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Cette inadéquation a notamment contribué à ralentir le développement économique et à creuser les inégalités.

Vers une financiarisation des politiques de coopération...

- ▶ 100 000 milliards \$, l'encours du marché obligataire en 2014 (10.000 milliards \$ en 1990). Ce marché a augmenté 2,7 fois plus vite que le PIB mondial
- ▶ 75 500 milliards \$, le PIB mondial
- ▶ 33 300 milliards \$, les activités de marchés financiers des grandes banques européennes, soit plus de 70% de leurs activités.
- ▶ 15 000 milliards \$, l'encours brut des produits dérivés, c'est-à-dire les montants investis sur ces marchés (dont moins de 10% en lien avec l'économie non financière)

Enfin, la dernière partie propose un ensemble de mesures de réglementation de la finance, afin d'ouvrir une discussion sur les façons de remettre celle-ci au service de l'intérêt général.

QUATRE ÉTAPES IMPORTANTES DANS LA CONSTRUCTION DU SYSTÈME FINANCIER ACTUEL



1. RÔLE DE LA FINANCE ET ENJEUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La finance tient une place essentielle dans l'économie, car elle crée et canalise les ressources financières vers les acteurs économiques qui en ont besoin.

Les banques jouent un rôle d'intérêt général en gérant les moyens de paiement, mais aussi en accordant des crédits, activité par lesquelles elles créent de l'argent, et un nouveau pouvoir d'achat. Dans la zone euro, les pièces et billets représentent environ 10% de l'encours total de la monnaie : le reste de l'argent circule sous forme de chèques, virements ou cartes de paiement.

Lorsque le crédit croît plus rapidement que la production, le prix des biens existants augmente, cela peut aller jusqu'à former des bulles spéculatives. Quand les agents économiques sont trop endettés, ces bulles peuvent éclater, provoquant alors une récession. Celle-ci touche l'ensemble de l'économie, et pas seulement le secteur financier. Par exemple, aux États-Unis, **la hausse des salaires a été de 2,4% sur la période 2000-2007, alors que le prix de l'immobilier augmentait de 90% et le volume du crédit immobilier de 134%.** Ce sont ces déséquilibres qui ont ouvert la voie à la crise majeure de 2008.

L'activité des banques d'un pays est encadrée par la Banque centrale, qui peut influencer la quantité globale d'argent en circulation. Cette quantité a une influence sur le taux de change de la monnaie qui se répercute sur le coût des importations et la valeur des exportations et, au final, impacte la vie quotidienne de chacun.

L'activité du secteur bancaire et financier est donc essentielle au bon fonctionnement de l'économie et concerne directement l'intérêt général par au moins trois aspects : **gestion des moyens de paiement, gestion des crédits, valeur de la monnaie.**



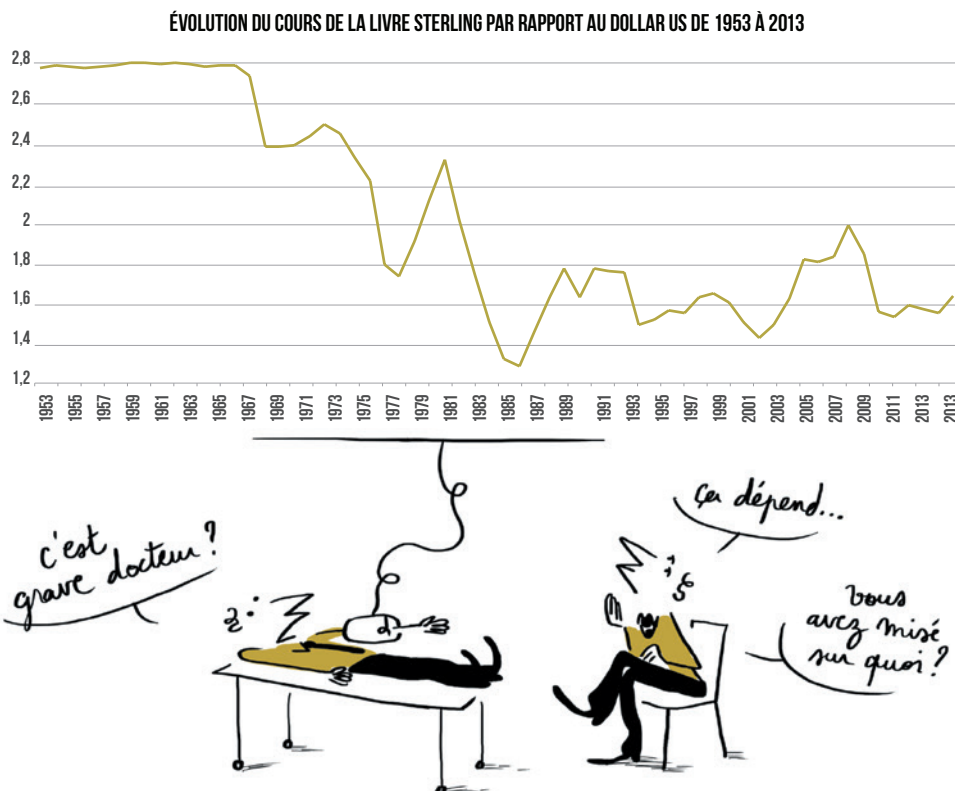
*Des bulles se forment lorsque le crédit augmente plus vite
que la production*

Mais malgré son rôle essentiel pour l'intérêt général, la finance reste plutôt absente du débat citoyen et de la recherche économique. De plus, les dirigeants politiques sont souvent très proches des élites financières et les Etats dépendants des acteurs financiers du fait de la mise en marché des dettes publiques.

2. LA FINANCE MONDIALE : QUARANTE ANS DE DÉRÉGULATION PROGRESSIVE

Depuis la mise en place du système des changes flottants en 1973, la finance mondiale a fait l'objet d'une dérégulation progressive. Elle a changé de visage, avec l'apparition de nouveaux produits, dits dérivés, et de nouveaux acteurs. Outre les menaces sur l'économie, le « flottement » des monnaies a en effet entraîné la mise en place d'outils financiers qui étaient censés servir de couverture contre les variations de change, **les produits dérivés**. Ceux-ci se sont étendus très largement à la couverture d'autres risques et sont eux-mêmes devenus des produits financiers. Leur rôle de couverture est devenu globalement minoritaire au profit de la pure spéculation. Ainsi, actuellement, les produits dérivés sur le pétrole représentent plus de dix fois les volumes physiques de pétrole en circulation.

L'expansion de ces produits dérivés et la volatilité des cours, notamment des devises, a profondément modifié les activités bancaires. Ainsi, dans les années 1980, pour faire face à la montée des risques dans les bilans bancaires, les banquiers centraux ont instauré le **système prudentiel dit « de Bâle »**, imposant aux banques un niveau minimal de fonds propres en fonction des engagements de crédits. Pour échapper à cette contrainte et pour ne plus porter le risque des crédits, la pratique de la **titrisation s'est développée** ; elle consiste à vendre un portefeuille de crédits divers à une autre structure. Un système bancaire parallèle important s'est ainsi mis en place, hors du champ de la régulation bancaire, comprenant les fonds d'investissement et de titrisation, c'est la « finance de l'ombre » (shadow banking).



Source : Historique des taux de change repris sur <http://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?A=1&C1=GBP&C2=USD&MA=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=1953&B=1&P=&I=1&DD2=01&MM2=01&YYYY2=2018&btnOK=Chercher>

Commentaire de ce graphique : les variations du cours de change de la Livre sterling par rapport au dollar ont été très importantes depuis 1973 (sur la période précédente, les changes étaient fixés et ne changeaient que lors de dévaluations rares et exceptionnelles).

Parallèlement, et sous l'influence de la politique économique du Fonds Monétaire International (FMI), **les frontières se sont ouvertes aux mouvements de capitaux. La réglementation du crédit et des banques a été assouplie partout dans le monde, permettant des concentrations et l'émergence de multinationales bancaires**, jugées trop grosses pour faire faillite (« too big to fail »). Cette déréglementation a également été un des facteurs essentiels d'une croissance exponentielle du crédit, bien au-delà des besoins de l'économie, et de façon déséquilibrée par rapport à ces besoins. Ainsi, principalement dans les pays avancés, le crédit s'est orienté de manière excessive vers l'immobilier urbain ancien et vers les activités spéculatives, ce qui aggrave la pauvreté et les inégalités et favorise l'apparition de bulles pouvant déboucher sur des crises financières et économiques.

Enfin, **une grande partie des Etats émergents et en développement, puis les Etats développés, sont devenus emprunteurs sur les marchés financiers**, et en sont aujourd'hui fortement dépendants pour leur financement. Cette forte dépendance à des créanciers privés réduit les marges de manœuvres des gouvernements pour financer les politiques publiques : dépenses de protection sociale accrues face à la crise économique, besoins d'investissements face à la crise climatique et besoins de développement des pays du sud.

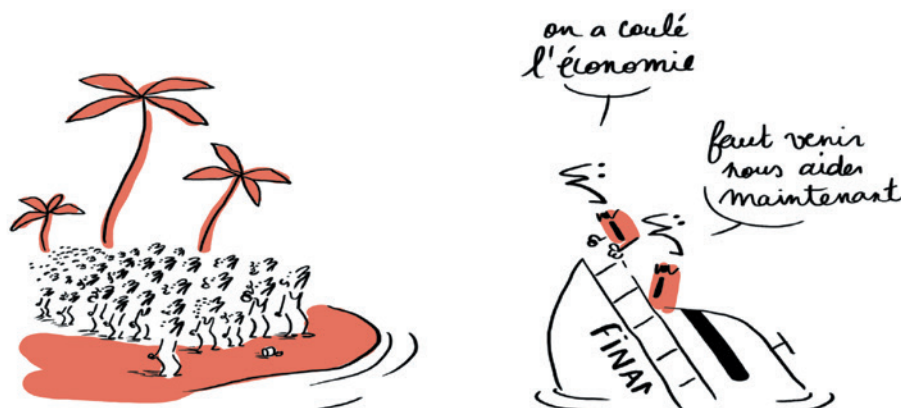
L'ensemble de ces phénomènes a donc permis à la finance de prendre une place démesurée dans les économies mais aussi de peser bien trop fortement sur les politiques publiques tout en entraînant une instabilité financière grandissante.

3. DES RÉFORMES INSUFFISANTES APRÈS LA CRISE DE 2008

La crise de 2008 a mis en lumière les dysfonctionnements de la finance. Les réponses institutionnelles ont été nombreuses, mais malheureusement insuffisantes. Elles n'ont notamment pas permis de questionner fondamentalement le rôle de la finance, de façon à la remettre au service de l'intérêt général.

La crise financière de 2008 a commencé comme une crise de surendettement immobilier : de nombreux ménages américains avaient du mal à rembourser leurs crédits. Mais elle s'est répandue comme une traînée de poudre dans toute la finance mondiale, notamment du fait de la titrisation de ces crédits,

des masses de produits dérivés en circulation et de la libre circulation des capitaux. Les acteurs financiers sont pris de panique ne sachant évaluer ni les risques des actifs qu'ils détiennent ni ceux des actifs détenus par d'autres acteurs.



La crise financière de 2008

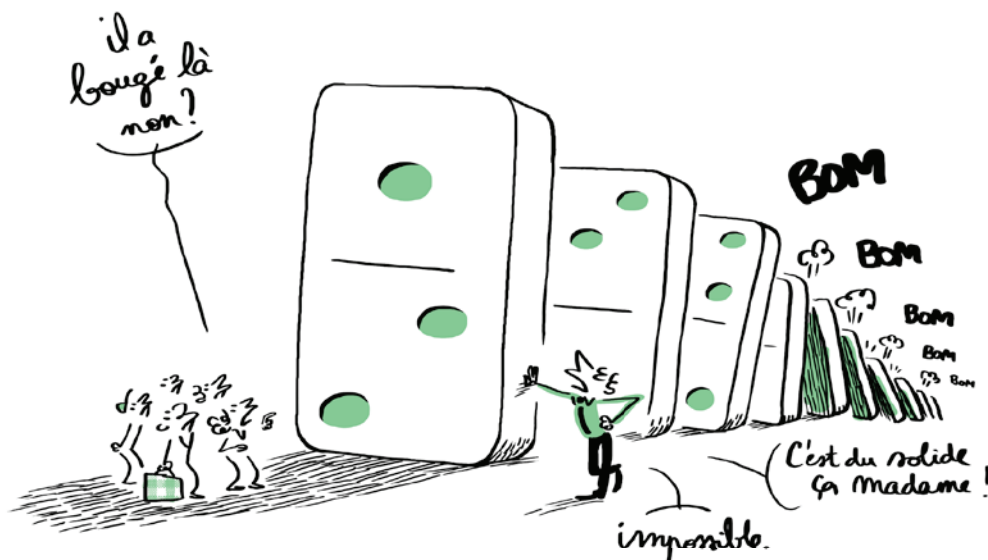
La politique d'assouplissement quantitatif (« quantitative easing ») menée par les banques centrales, qui consiste à racheter les titres détenus par les banques, n'a pas permis de relancer l'économie : si elle a préservé le fonctionnement du système bancaire, elle a aussi contribué à maintenir des bulles spéculatives sur les marchés financiers et à **aggraver des inégalités entre les acteurs financiers et les autres agents économiques**.



La crise financière réglée

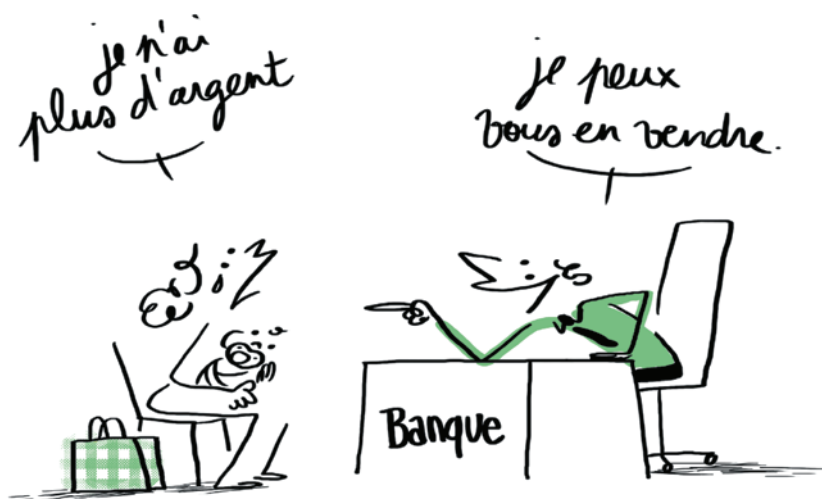
De nouvelles mesures réglementaires ont été prises en Europe et aux Etats-Unis visant à une meilleure stabilité du système financier, c'est-à-dire à éviter de devoir recourir à l'argent public en cas de crise. Même si elles vont dans le bon sens, la forte résistance des acteurs financiers et leur proximité avec les décideurs politiques et les régulateurs ont limité leurs portées et certains problèmes majeurs n'ont pu être traités : les activités spéculatives demeurent trop attractives, le secteur financier non bancaire n'est pas mieux régulé, la taille des banques reste trop importante, le crédit est insuffisamment orienté vers les besoins de l'économie réelle ...

Les réformes entreprises n'ont finalement que trop peu questionné le rôle de la finance vis-à-vis de l'intérêt général et le financement des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.



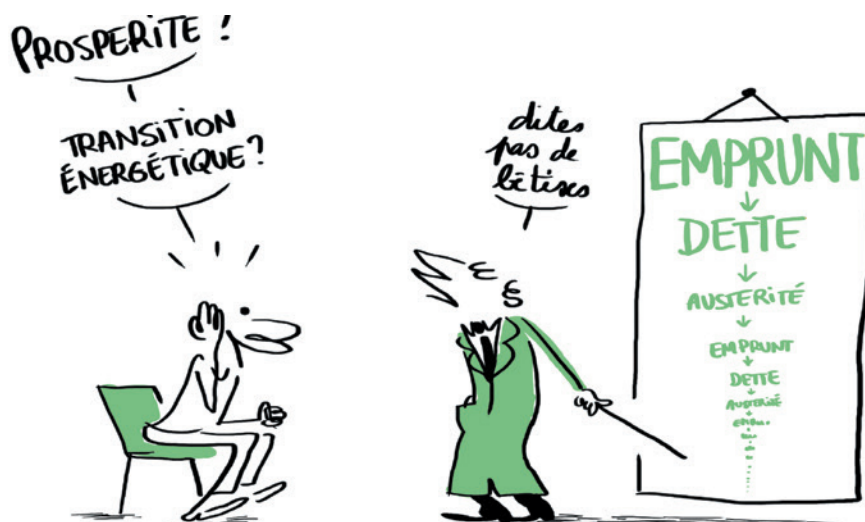
4. EXCÈS DE FINANCIARISATION ET CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DANS LES PAYS AVANCÉS

Au-delà des impacts d'une crise de la finance comme celle de 2008 sur les économies et les populations, **la financiarisation à l'œuvre depuis les années 1970 affecte structurellement les sociétés, en aggravant les inégalités.** En cas de crise financière comme celle de 2008, les économies et les populations subissent les conséquences négatives des risques démesurés pris par les acteurs des marchés financiers. **Dans 18 pays de l'OCDE, le niveau des inégalités a plus fortement augmenté entre 2007 et 2010 que sur l'ensemble des 12 années précédentes.**



Les salaires stagnent, le crédit se développe.

Depuis les années 1980, la croissance du crédit a été **plus rapide que celle de la production et des salaires, d'où des situations de surendettement.** Par ailleurs, la constitution de patrimoines financiers importants a ralenti l'économie non financière, maintenant une partie considérable de la population des économies avancées dans le chômage et la pauvreté et aggravant le creusement des inégalités de patrimoines et de revenus.

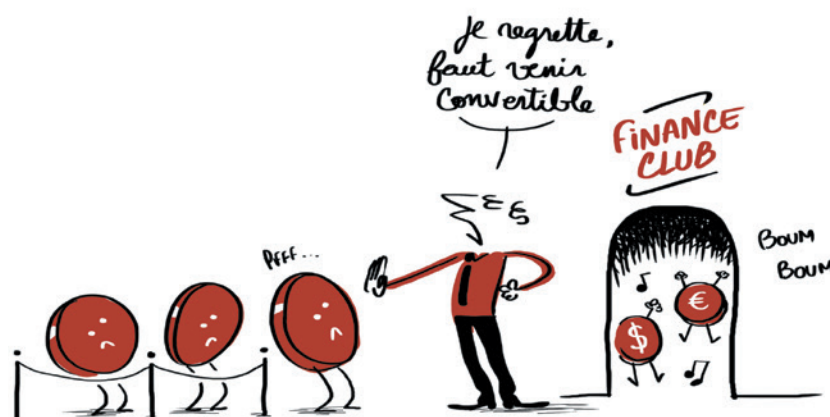


Optimisme de rigueur recommandé

Le ralentissement économique post crise 2008 a creusé le déficit des Etats, dont les recettes diminuent alors que la charge des prestations sociales augmente. Les créanciers privés des Etats sont favorables à des politiques d'austérité, qui sont contraires à l'intérêt général et vouées à l'échec, compte tenu du niveau très élevé de l'endettement des Etats. Pendant ce temps, **le secteur bancaire encore trop peu capitalisé reste une menace pour les finances des Etats en cas de défaut, et donc indirectement pour les prestations sociales qui sont pourtant nécessaires.**

5. FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

L'évolution du système financier depuis quatre décennies n'a globalement pas été bénéfique pour les pays en développement. Si la pauvreté y a reculé depuis 1990, elle est encore très présente. Les politiques de développement menées depuis les années 1960-70, c'est-à-dire pendant la financiarisation rapide de l'économie mondiale, n'ont pas réussi à réduire les inégalités entre pays, et les écarts de niveaux de vie restent très importants.



Le club très privé des devises fortes

Les pays émergents et en développement manquent généralement de devises fortes dont ils auraient besoin pour mener des politiques publiques ambitieuses. Le système financier actuel favorise la remontée des flux de capitaux des pays émergents et en développement vers les pays avancés, au détriment de l'investissement local. Il n'apporte aucune solution au **manque de systèmes locaux permettant de canaliser l'épargne locale vers les infrastructures nécessaires au développement durable** de ces derniers.

Les politiques d'ajustement structurel impulsées par le FMI et la Banque Mondiale dans les années 1980 ont favorisé le surendettement en devises de ces pays. Ce dernier absorbe leurs ressources financières au détriment des acquisitions de technologies et d'équipements qui leur permettraient de mener des politiques publiques à la hauteur des enjeux actuels et futurs.



Quelques multinationales finissent par tout contrôler

Par ailleurs, la globalisation et la financiarisation des marchés de matières premières ont permis à des multinationales, mêlant activités de production et de commercialisation, de se constituer, et de capter une grande partie de la valeur des filières agro-alimentaires et énergétiques au détriment des Etats et des populations locales.

*tout le monde
est là je vous
propose de
commencer.*



*Les pays en développement absents des instances qui
élaborent les règles*

Ainsi, **le système financier, dans son fonctionnement actuel, crée des obstacles et n'apporte pas de solution aux pays en développement, d'autant plus que ces pays sont quasiment absents des instances qui élaborent les règles financières internationales** et impulsent les orientations politiques. Cette situation est particulièrement inacceptable au regard des besoins d'investissement des pays émergents et en développement pour financer leurs politiques publiques et la transition énergétique et écologique.

6. DES MESURES POUR REMETTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Remédier à la dérégulation de la finance, à son hypertrophie et à ses impacts négatifs pour l'intérêt général est possible, en revoyant les règles du jeu plutôt qu'en aménageant l'existant.



Sevrer le système financier

L'ensemble des propositions peut donc se résumer en un seul mot : **encadrer**.

Les propositions de mesures s'articulent autour d'une vision de long terme forte et ambitieuse et d'un séquençage progressif, suivant 4 axes : pour que l'intérêt général soit protégé, **éviter les risques de crise par la stabilisation de la finance** est nécessaire, mais pas suffisant. Il faut également **une orientation des capitaux en fonction des besoins d'une économie égalitaire et durable**. Pour s'assurer de cette orientation, la puissance publique doit disposer de **leviers de contrôle et de décision**. Enfin, **des moyens immédiats de relance** doivent être trouvés pour surmonter les deux difficultés contextuelles majeures que sont le surendettement généralisé et la menace permanente sur la monnaie que constitue l'ouverture généralisée des frontières aux mouvements de capitaux.



La transition énergétique

AXE 1:

Pour stabiliser le secteur financier, c'est-à-dire de protéger l'économie et les sociétés des risques excessifs pris par la finance,

- A1.** Limiter les activités des banques à la collecte des dépôts, à l'octroi des crédits et à la gestion des moyens de paiement.
- A2.** Limiter les possibilités d'endettement des banques en fixant un ratio de levier de 5 au maximum : les fonds propres comptables des banques doivent être de minimum 20% du total de leur bilan (contre 5% en moyenne aujourd'hui pour les institutions financières systémiques)

A3. Limiter les possibilités d'endettement des fonds d'investissement en fixant un ratio de levier maximum (défini de la même manière) de 5 ; et interdire aux banques de leur prêter. Ce qui nécessite la mesure suivante :

A4. Enregistrer et superviser les activités du secteur bancaire parallèle

A5. Taxer les transactions financières à un taux faible à définir et moduler par produit

AXE 2 :

Pour s'assurer que ce système financier stabilisé canalise l'épargne vers des activités utiles à la société,

B1. Utiliser les réserves obligatoires pour moduler la destination du crédit

B2. Augmenter la pondération en risque de solvabilité bancaire du crédit immobilier,

B3. Instaurer un bonus/malus en fonction de critères écologiques dans les pondérations du ratio de solvabilité bancaire

B.4. S'assurer que tout signal-prix carbone soit fixé à un niveau suffisant.

B.5. Encourager la diversification des acteurs bancaires

AXE 3 :

Pour réorganiser l'architecture de supervision pour un pilotage de la finance au service de l'intérêt général,

C.1. Revoir la composition et la supervision des membres des organes de direction des régulateurs financiers

C.2. Instaurer un espace de pilotage mondial des systèmes financiers incluant l'ensemble des pays de la planète

AXE 4 :

Pour utiliser les outils monétaire et fiscal pour la relance.

D1. Autoriser les banques centrales à financer la relance budgétaire

D2. Taxer les mouvements de capitaux entrants et sortants

Ces propositions visent à **amorcer un débat large pour remettre la finance au service de l'intérêt général.** Il est à la fois nécessaire de **faciliter l'appropriation citoyenne** de ces enjeux et de pouvoir **dialoguer avec les acteurs du monde financier** et ceux chargés d'élaborer les réglementations et de veiller à leur application.



Orienter les crédits vers des activités socialement utiles